



**Centre Meir Amit d'Information
sur les Renseignements et le
Terrorisme**

Nouvelles du terrorisme et du conflit israélo-palestinien

21-27 mars 2012



**Funérailles à Jérusalem des quatre victimes de l'attaque
terroriste de Toulouse (Shouki Lehrer, ZAKA, 22 mars 2012)**

Aperçu général

- Au cours de la semaine écoulée, un calme relatif a régné au Sud d'Israël.
- Le Conseil des droits de l'homme (CDH), une agence onusienne anti-israélienne basée à Genève, a voté en faveur de la nomination d'une mission d'enquête chargée d'examiner les implantations israéliennes en Judée-Samarie. La décision a été vivement critiquée par le Premier ministre israélien. Par ailleurs, il a été annoncé (journal Haaretz) qu'Israël envisageait de prendre des mesures pour punir l'Autorité Palestinienne, qui considère le vote comme une nouvelle victoire dans l'arène internationale.
- La campagne médiatique palestinienne contre les détentions administratives a accéléré, se concentrant sur Hana Shalabi, une détenue du Jihad Islamique Palestinien. Une cour militaire, basant sa décision sur des informations fiables, a décrété qu'elle avait été impliquée dans les préparatifs d'une attaque terroriste.
- Des organisations et des activistes, islamiques pour la plupart, continuent leurs préparatifs en vue d'une série d'événements de propagande prévus le vendredi 30 mars 2012. Les événements incluent des rassemblements et des marches aux frontières d'Israël depuis les pays voisins, en Judée-Samarie et dans la bande de Gaza, en Israël ("Journée de la Terre"), ainsi que dans plusieurs villes du Moyen-Orient et dans le monde.

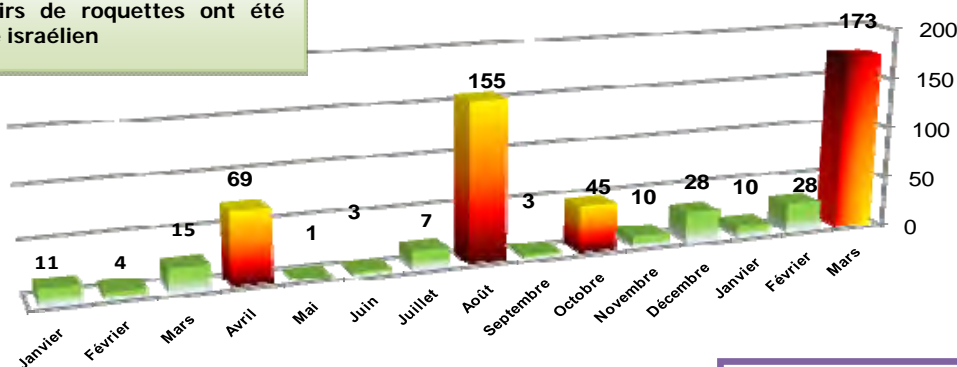
Principaux événements terroristes au Sud d'Israël

Tirs de roquettes

■ Au cours de la semaine écoulée, un calme relatif a régné au Sud d'Israël et **aucun tir de roquette n'a été signalé** en territoire israélien. La dernière roquette a été tirée dans le Néguev occidental le 20 mars, sans faire ni blessés ni dégâts.

Roquettes et obus de mortier tirés en territoire israélien ¹

Depuis le début de l'année 2011, 536 tirs de roquettes ont été signalés. Depuis le début de l'année 2012, 161 tirs de roquettes ont été identifiés en territoire israélien



Depuis la fin de l'Opération Plomb Durci, 793 roquettes ont été tirées sur Israël

Note : Le décompte du mois de Mars inclut 50 roquettes tirées de la bande de Gaza interceptées et détruites par le système de défense aérienne Dôme de Fer pendant la dernière escalade.

Une bombe neutralisée près de la barrière de sécurité

■ An IDF force engaged in operational activities near the security fence in the southern Gaza Strip uncovered an IED placed near the fence, intended for use in an attack against IDF soldiers. It was apparently placed there during the preceding week under cover of the fog which blanketed the region (IDF Spokesman, March 26, 2012).

¹ Les statistiques n'incluent pas les roquettes qui se sont abattues dans la bande de Gaza. Exact au 27 mars 2012.



La bombe découverte et neutralisée près de la barrière de sécurité au Sud de la bande de Gaza (Porte-parole de Tsahal, 26 mars 2012)

Arrestation d'un terroriste du Hamas qui planifiait un attentat et l'enlèvement d'un soldat par la Péninsule du Sinaï

■ Fin Février 2012, **Muhammed Hussein Awad Abu Ghadra**, un résident de Rafah, a été interpellé alors qu'il tentait de s'infiltrer en Israël de la bande de Gaza. Pendant son interrogatoire, il a reconnu qu'en Février 2011, dans le cadre de son rôle dans des actes criminels, il s'est enfui de la bande de Gaza dans la Péninsule du Sinaï par un des tunnels. Après avoir passé plusieurs mois dans la Péninsule du Sinaï, il a été contacté par Yunis Shalouf, un résident de Rafah membre des Brigades Izz al-Din al-Qassam, la branche armée du Hamas, qui lui a demandé de recueillir des renseignements pour l'organisation.

■ Après avoir accepté, il a été transféré en contrebande dans la bande de Gaza, où il a reçu un briefing militaire et où lui a été donné **l'ordre de recueillir des renseignements sur des cibles potentielles en vue d'attaques terroristes**. Un proche l'a rejoint et les deux hommes sont retournés dans la Péninsule du Sinaï. **En Août 2011, ils ont utilisé des caméras sophistiquées et des appareils GPS pour observer des cibles**, aidés par des résidents locaux. Parmi les cibles figuraient **le terminal de Taba reliant Israël à la Péninsule du Sinaï, des positions de Tsahal le long de la frontière israélo-égyptienne et des sites dans la ville israélienne méridionale d'Eilat. Ils se sont aussi infiltrés en territoire israélien à plusieurs reprises.**

■ Les informations ont été transmises à la bande de Gaza où elles ont été examinées par des membres de haut rang du Hamas. Vers la fin 2011, Muhammad Abu Ghadra a reçu l'ordre de **rentrer dans la bande de Gaza où il a rencontré Raed Attar, un responsable des Brigades Izz al-Din al-Qassam de Rafah**, impliqué dans l'enlèvement de Gilad Shalit. Abu Ghadra a accepté de tirer des missiles antichars sur des cibles militaires et civiles le long de la frontière israélo-égyptienne et des roquettes de la Péninsule du Sinaï en territoire israélien. Il a déclaré que Raed Attar lui avait dit que le plan était **d'enlever un soldat israélien. L'infiltration d'une équipe terroriste-suicide à Eilat a également été planifiée.**

Muhammad Abu Ghadra a ajouté avoir consenti à infiltrer l'équipe (Services de sécurité générale d'Israël, 21 mars 2012).

Judée-Samarie

Campagne palestinienne en faveur des prisonniers

■ **Les Palestiniens continuent leur campagne en faveur des prisonniers administratifs.** La question a été largement couverte par les médias palestiniens et des manifestations sont organisées quotidiennement en Judée-Samarie et dans la bande de Gaza. **Mahmoud Abbas et Salam Fayyad** sont impliqués dans la campagne de l'Autorité Palestinienne en Judée-Samarie en soutien aux prisonniers et dans les protestations. Dans la bande de Gaza, la campagne est menée par des activistes du **Hamas et du Jihad Islamique Palestinien**, avec en tête Fathi Hamad, le ministre de l'Intérieur de l'administration *de facto* du Hamas.

■ La campagne se concentre sur **Hana Shalabi**, une terroriste qui observe une grève de la faim depuis plus de 40 jours. Hana Yehya Shalabi est née en 1982 et vivait à Burqin, un village du secteur de Jenine en Samarie. Elle a été **arrêtée en Septembre 2009 en raison de son activité au sein du JIP**. Selon nos informations, pendant son interrogatoire, elle s'est exprimée dans des termes particulièrement violents et a essayé d'agresser les enquêteurs. L'interrogatoire n'a pas fourni de preuve légale suffisante pour l'accuser selon le droit pénal, **cependant, de nombreux renseignements fiables, divers et clairs témoignaient de son engagement dans des activités terroristes.**

■ Hana Shalabi a été présentée devant une cour militaire pour des questions administratives. **Le 4 mars 2012, la cour a décidé que les renseignements sur ses activités étaient factuels et fiables et témoignaient explicitement de sa détermination à effectuer une attaque terroriste** dont les préparatifs avaient déjà débuté. De plus, selon le juge, les renseignements indiquaient que Shalabi ne faisait pas que se targuer comme l'affirmait la défense mais était bien impliquée dans des préparatifs en vue d'une attaque.



Manifestation à Gaza en solidarité avec les prisonniers en grève de la faim, notamment Hana Shalabi
(Site Internet Qassam.ps, 26 mars 2012)

Situation dans la bande de Gaza

La crise de l'énergie

- **La crise de l'énergie dans la bande de Gaza a empiré et jusqu'ici aucune solution permanente n'a été trouvée.** Face à la pénurie de carburant et d'électricité, **des perturbations sérieuses du quotidien** ont été signalées dans la bande de Gaza. En raison de la crise, l'administration *de facto* du Hamas a ordonné des coupes de carburant (Agence de presse Safa, 20 mars 2012).
- **L'administration *de facto* du Hamas fait l'objet de critiques sérieuses** de la population locale, manifestées par des rassemblements et des tirs de pierres sur les structures publiques (Agence de presse Safa, 23 mars 2012). **Le Hamas, cependant, a essayé de canaliser la colère locale envers l'Egypte, Israël, le Fatah et l'AP** (qui a été accusée de détourner l'argent censé résoudre la crise). Le 23 mars, le Hamas a organisé des marches massives dans trois emplacements sous le thème "Éclairer Gaza et révéler le complot". Lors des rassemblements, les orateurs ont accusé Israël et l'AP d'être responsables de la situation et ont appelé l'Egypte à agir pour mettre un terme à la crise (Télévision Al-Aqsa, 23 mars 2012). Précédemment, la question a engendré une campagne de propagande entre le Hamas et l'Egypte.



Manifestation de Gazaouites contre la crise de l'électricité (Site Internet Qassam.ps, 26 mars 2012)

- Des "sources égyptiennes" ont vivement rejeté les réclamations et les critiques de l'administration *de facto* du Hamas, affirmant que l'Égypte n'était pas responsable de la crise de l'énergie à Gaza. Selon ces sources, les réclamations sont "inexactes", l'administration du Hamas a "inventé" la crise et diffuse des informations mensongères pour éviter de faire face à ses responsabilités [gouvernementales] dans la bande de Gaza (Al-Hayat, 21 mars 2012).
- Afin toutefois d'alléger la situation, **les autorités égyptiennes ont exceptionnellement fait livrer 450 000 litres de gazole d'Israël à la bande de Gaza, payés par l'Autorité Palestinienne**. Cependant, il s'agit de la quantité de carburant utilisée par la centrale électrique de la bande de Gaza en un jour d'activité. Ainsi, le 25 mars, après avoir fourni de l'électricité le 23 mars, l'usine a de nouveau suspendu ses activités (Site Internet Alresalah.net, 25 mars 2012).

Israël et les Palestiniens

Le Conseil des droits de l'homme de l'ONU nomme un comité chargé d'enquêter sur les implantations

- Le 22 mars, le CDH de l'ONU a voté en faveur de la condamnation de l'État d'Israël pour les implantations en Judée-Samarie. Il a chargé une **mission d'enquête d'examiner les implications de la construction dans les implantations sur les droits civils, politiques, économiques et culturels des Palestiniens, y compris à Jérusalem Est**. Trente-six membres du CDH ont voté en faveur de la résolution, dix se sont abstenus et seuls les États-Unis ont voté contre.
- **Israël a vivement critiqué la décision du CDH**. Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a déclaré qu'il s'agissait d'un "**conseil hypocrite avec une majorité automatique contre Israël...** qui doit avoir honte de lui. Jusqu'à aujourd'hui, le conseil a voté 91 décisions, dont 39 traitant d'Israël, trois de la Syrie et une de l'Iran. Il suffit d'entendre le représentant syrien parler aujourd'hui de droits de l'homme pour comprendre à quel point le

conseil est détaché de la réalité. Une autre preuve de son détachement de la réalité a été notée la semaine dernière avec l'invitation d'un représentant du Hamas, une organisation dont l'idéologie est basée sur le meurtre d'innocents".² Il a également été annoncé qu'en réponse, Israël envisageait une série de mesures pour punir l'AP et retarder le versement de l'argent des taxes fiscales aux Palestiniens (Haaretz, 25 mars 2012).

■ **L'Autorité Palestinienne** considère la décision de nommer une "mission d'enquête" comme une nouvelle victoire dans l'arène internationale. Ses porte-parole ont attaqué Israël et ont condamné la position des États-Unis :

- **Saeb Erekat**, membre du comité exécutif de l'OLP et chef de l'équipe de négociation, a critiqué la position des États-Unis, affirmant que le vote contre la décision était une grave erreur pour la politique étrangère américaine. Il a également vivement dénoncé l'intention d'Israël de punir l'AP après son appel à l'ONU et la décision de geler le transfert de l'argent des impôts de l'AP. Il a déclaré que l'AP prendrait des mesures en réponse (Al-Quds, 25 mars 2012). Il a également affirmé que **l'AP continuerait ses efforts diplomatiques auprès de l'ONU et des autres agences internationales** afin de renforcer la position de la "Palestine" dans l'arène internationale (Agence de presse chinoise, 25 mars 2012).
- **Nabil Abu Rudeina**, le porte-parole du cabinet de Mahmoud Abbas, a déclaré que la décision du CDH exhortait Israël à cesser de violer la loi internationale et les droits des Palestiniens (Al-Hayat Al-Jadeeda, 23 mars 2012).
- **Mustafa Barghouti**, le responsable de l'Initiative Nationale Palestinienne (impliquée dans la campagne BDS visant à isoler Israël), a déclaré que l'intention d'Israël de geler le transfert de l'argent des taxes fiscales aux Palestiniens était un acte de "piraterie politique et d'extorsion". Il a affirmé que la réponse devrait être de **resserrer les rangs, d'élargir la lutte populaire et de boycotter les produits israéliens** (Agence de presse Ma'an, 25 mars 2012).

Terrorisme à l'étranger

Attaque terroriste à l'école juive de Toulouse

■ Les quatre Juifs assassinés à Toulouse, Jonathan Sandler, ses deux fils Aryeh et Gabriel et Miriam Monsonogo, ont été enterrés en Israël le 22 mars à Jérusalem. Des milliers de personnes ont participé aux obsèques, dont des ministres du gouvernement israélien et le ministre français des Affaires étrangères Alain Juppé.

² <http://www.pmo.gov.il/PMOEng/Communication/Spokesman/2012/03/spokeadam220312.htm>



Funérailles des victimes de l'attaque terroriste de Toulouse
(Shouki Lehrer, ZAKA, 22 mars 2012)

- 48 heures après l'attaque, la police française a réussi à localiser le terroriste responsable de l'assassinat de l'école juive de Toulouse et du meurtre de trois soldats français dans une attaque précédente. **Muhammad Merah, 24 ans, citoyen français d'origine algérienne, vivait à Toulouse depuis quelques années et travaillait dans un garage.** Ces dernières années, il avait été en contact avec des **éléments islamiques radicaux** et s'était rendu en Afghanistan et au Pakistan à plusieurs reprises, où il pourrait avoir été formé par les Taliban.
- Après 32 heures pendant lesquelles Merah s'est barricadé dans la salle de bain de son appartement, lourdement armé, la police a fait irruption. Pendant l'assaut, il a sauté par la fenêtre et a commencé à tirer, blessant deux policiers, dont un gravement. **La police l'a alors visé et tué.**
- Après sa mort, il s'est avéré qu'il s'était rendu dans le passé en **Israël, en Irak, en Syrie et en Jordanie.** Selon une enquête des services de sécurité d'Israël, il est passé par Israël en Septembre 2010 alors qu'il était en route pour l'Afghanistan. Il est entré dans le pays depuis la Jordanie via le pont d'Allenby. Son nom a éveillé des soupçons et il a été interrogé et a été autorisé à entrer dans le pays une fois lavé de tout soupçon d'engagement dans des activités subversives. Il est entré avec un passeport français et a passé trois jours en Israël (Ynet, 26 mars 2012).